



COMMUNIQUE N°005/ODEP/MAI/2024

AUGUSTIN KABUYA OU L'IMAGE EMBLEMATIQUE DE LA CORRUPTION LEGITIMEE ET LEGALISEE AU SOMMET DE L'ETAT EN RDC

L'affaire de la banalisation de l'acte de corruption commis par le chef du parti au pouvoir UDPS, Augustin KABUYA est entrain de défrayer la chronique en ce moment.

Le candidat Sénateur **Augustin KABUYA** octroi des véhicules en cadeaux à des députés provinciaux, ses futurs électeurs. Motivation ou corruption, la position de l'**ODEP** est claire, il s'agit bel et bien d'un pot-de-vin, donc la corruption.

I. DEFINITION DE LA CORRUPTION

Le PNUD définit la corruption comme « un abus d'autorité pour un profit personnel ! ». Il en découle que le phénomène de corruption est commun aux secteurs public et privé et peut prendre la forme d'interactions malhonnêtes entre les deux sphères. En outre, cette définition est suffisamment large pour couvrir la corruption impliquant les acteurs non gouvernementaux. Les formes les plus fréquentes de corruption auxquelles se réfère le rapport du PNUD sont les suivantes¹ :

- **Un pot-de-vin (ou paiement occulte) désigne le fait de proposer de l'argent, des services ou d'autres faveurs en échange d'une action en retour. On parle de dessous-de-table, prix du silence ou racket.**
- **Le copinage et le clientélisme** désignent le traitement de faveur dont bénéficient amis et associés dans l'attribution de postes ou de revenus, indépendamment de leur qualification objective.
- **Le détournement de fonds est l'appropriation** frauduleuse de fonds légalement confiés à un individu du fait de ses fonctions officielles de gestionnaire ou de tuteur.
- **L'extorsion** est le fait de solliciter ou de recevoir de façon illicite des biens, de l'argent ou des informations sensibles, pour obtenir un concours par la force ou la menace.
- **L'escroquerie** désigne une déclaration intentionnellement fausse en vue d'obtenir un avantage injuste, en fournissant ou en recevant des informations fausses ou trompeuses.
- **La grande corruption concerne le versement de pots-de-vin ou le détournement d'énormes sommes d'argent par des individus aux plus hauts échelons du gouvernement.**
- **Le népotisme** est une forme de favoritisme impliquant les relations familiales. Il s'agit le plus souvent de se servir de son pouvoir et de son autorité pour procurer un emploi ou tout autre faveur à ses membres de famille.
- **Le terme de parrainage** est utilisé pour qualifier l'appui ou le parrainage d'un protecteur (fortuné ou influent), par exemple pour des nominations au sein du gouvernement ou pour l'attribution de contrats.

¹ PNUD (décembre 2008) Corruption and Développement : Anti-corruption Interventions for poverty Reduction, Réalisation of the MDGs and promoting Sustainable Development, Primer on Corruption and Development, New York, USA, at p 7. Avant 2008, le PNUD définit la corruption comme "l'abus de pouvoir, de fonction ou d'autorité publics, à des fins privées---se traduisant par pot-de-vin, extorsion, trafic d'influence népotisme, escroquerie, ou détournement de fonds". C'était une définition semblable à celle de la Banque mondiale "l'abus de fonction publique pour un bénéfice personnel"(Banque mondiale, 1997 :8). Ces deux définitions faisaient du secteur public le cœur du problème. Depuis 2008, le PNUD a étendu sa vision de la corruption.

- **La petite corruption**, aussi appelée corruption administrative, implique des contrats de bas étage entre citoyens, hommes d'affaires et employés, le plus souvent dans la mise en œuvre des politiques publiques. C'est une pratique courante dans les prestations liées au service public, tel que la santé.

La corruption politique est l'exercice abusif du pouvoir politique à des fins de profit ou d'enrichissement personnels et/ou dans le but de préserver ou de renforcer son pouvoir.

La captation de l'Etat désigne le fait pour un Etat d'être sous la coupe d'individus, groupes ou entreprises qui influencent l'élaboration des lois, règles et réglementation pour servir leurs intérêts privés. Il s'agit d'une forme de corruption "Légalisée"

II. LE COUT DE LA CORRUPTION DANS NOTRE PAYS

- **Général** : fragilité de l'Etat (Incapacité généralisée à répondre aux attentes de la population ainsi qu'à ses propres besoins institutionnels ;
- **Politique** : incapacité de l'Etat de fonctionner et stigmatisation du Congolais ; Instabilité des institutions
- **Juridique** : notion théorique de la protection du citoyen avec quasi-impossibilité d'obtenir justice, transformation de la police en institution judiciaire et magistrature avec pouvoir judiciaire constitutionnelle sur papier ;
- **Moral** : inversion des valeurs morales qui déplacent les frontières de la honte ;
- **Economique** : pertes colossales de recettes de l'Etat et abus dans l'affectation des ressources ;
- **Social** : dégradation des infrastructures sociales ;
- **Sécuritaire** : conflit qui a coûté plus de 6 millions de vie, et armée et police complètement désorganisée, etc.

III. LES OBSERVATIONS DE L'ODEP

Depuis décembre 2018, depuis cet Holdup électoral de triste mémoire commis par Joseph KABILA en faveur de son ami et successeur Félix TSHISEKEDI, la culture de la corruption n'a fait que s'empirer en RDC. C'est vrai que les résultats obtenus améliorant de 10 points l'indice de la perception de la corruption selon Transparency international, nous avait donné un petit espoir de voir régresser ce fléau mais hélas le dernier cycle électoral sous l'aire de l'UDPS fait craindre un recul catastrophique pour l'année 2024.

Les propos tenus par le Président TSHISEKEDI visant à banaliser la retrocommission et même à l'absoudre comme péché mortel cette grave forme de la corruption, ont consacré la corruption comme culture et mode de gouvernance en RDC. Depuis lors, ces mots-là sonnent chaque jour comme une loi non écrite, un encouragement, une autorisation tacite de plonger dans l'océan de la corruption dans la tête de chaque cadre de l'UDPS, l'Union Sacré, le Cabinet du Président, le Gouvernement, les entreprises publiques, les Etablissements publics.

Depuis 2019, on nage dans les scandales de détournement, des retrocommissions, de pots pot de vin, on en finit pas. KABUYA est un des grands prêtres de cette nouvelle religion partie de l'Holdup lui-même fruit des vastes opérations de corruption et des propos du Président sur la corruption – retrocommission.

Kabuya dans son escroquerie intellectuelle, est allé jusqu'à manquer du respect aux léopards, notre précieux patrimoine national en comparant ses pots de vins offerts aux députés provinciaux aux primes normales, méritées à nos vaillants léopard. **Milimo ya ba koko elanda ye !!!** comme aimait dire le Maréchal MOBUTU aux traîtres à la nation comme Kabuya dans ce cas d'espèce.

Pour conclure : Mise en danger de mort de notre pays par la perversion de sa culture et ses valeurs éthiques et morales héritées de nos ancêtres.

La classe politique actuelle et particulièrement ceux qui sont maintenant habitués à accéder au pouvoir par des vastes opérations des fraudes électorales introduisent au fur et à mesure des nombreuses antivaleurs dans notre culture collective dont le résultat global prévisible est la mort de notre pays.

Le développement est le triomphe de la culture mais laquelle ? Celle qui est aujourd'hui agressée par les mensonges, la corruption et les détournements par le régime en place issu des vastes fraudes et donc de la corruption.

La culture est d'abord expression d'une nation, de ses préférences, de ses interdits, de ses modèles. C'est à tous les étages de la société globale que se constituent d'autres interdits, d'autres valeurs, d'autres modèles. La culture nationale c'est la somme de toutes ces appréciations, la résultante des tensions internes et externes de la société globale et aux différentes couches de cette société.

Notre pays est passé en 150 ans par deux types d'aliénations culturelles. La première sous la colonisation l'arrachait de force à une culture originale pour la revêtir du vernis d'une culture importée et imposée. La seconde sous le néocolonialisme actuel depuis 63 ans, avec d'abord les duperies de Mobutu sous l'authenticité, et pire aujourd'hui un mode de l'accession au pouvoir et une gouvernance basée sur la corruption, l'idolâtrie de l'enrichissement facile, la prédation, les détournements et la banalisation de la corruption.

Fait à Kinshasa, le 03 mai 2024

Pour l'Observatoire de la Dépense Publique



Florimond MUTEBA TSHITENGE
Président du Conseil d'Administration